

PERBEN Dominique, René, Claire, Marie

Etat civil :

Né le 11 août 1945 à Lyon 6è.

Famille :

Fils de Jacques Perben, Administrateur de société, et de Agnès Berthier. Marié le 23 décembre 1968 à Annick Desmoutier (lyonnaise formée à Sciences Po et titulaire d'une licence d'anglais¹). Trois enfants : Julien, Iris, Clara.² Son père, originaire du Vaucluse, était directeur d'une société de distribution de produits alimentaires à Lyon. Sa mère, issue de la grande bourgeoisie du Jura (région d'Oyonnax) avait eu un grand père ancien diplomate et président du conseil général du Jura qui avait refusé de prêter serment à Mac Mahon et mourut alors qu'il allait être élu sénateur.³

Onomastique :

Perben à une résonance bretonne, mais c'est, en fait, un nom typiquement provençal qui signifie même " tête de pierre ".⁴

Formation :

Externat au collège des jésuites Saint-Joseph à Lyon de la classe de Onzième à celle de mathématiques élémentaires. A pour camarade de classe durant cette période, Michel Vauzelles, futur maire PS d'Arles avec qui il restera ami.⁵ Faculté des sciences économiques et politiques de Lyon où Michel Vauzelles le suit toujours, il devient avec celui-ci et Michel Noir un brillant élève.⁶ Institut d'études politiques de Paris. Diplômé en sciences politiques Licencié en sciences économiques. Un essai malheureux à l'ENA en 1967.⁷ ENA Promotion Charles de Gaulle mars 1970-juillet 1972, classement entrée en septembre 1968 : 30è/70, classement sortie 37è, affectation prononcée : ministère de l'Intérieur (camarades de promotion : L. Gallois, A. Juppé, Ch. Pierret, J.-C. Spinetta...)⁸ Sa promotion à l'ENA est celle " (...) qui, après avoir refusé de s'appeler " Commune de Paris ", a refusé les grands corps de l'Etat afin de remettre en cause et l'élitisme de l'administration française et les principes de la hiérarchie de la fonction publique, notamment celui de ce que l'on appelle " les corps de contrôle " (inspection des Finances, Conseil d'Etat, Cour des comptes). " Stage ENA de Préfecture des Pyrénées-Atlantiques⁹ (Pau, préfecture que Jacques Toubon connaîtra

¹ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

² Who's who 1997-1998, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1998, p. 1348.

³ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

⁴ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

⁵ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

⁶ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 245. [BA]

⁷ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

⁸ Dépouillement des fiches de scolarité à l'E.N.A., archives de l'E.N.A. , fiches de scolarité de la promotion Charles de Gaulle, mars 1970-juillet 1972, fiche de scolarité de Dominique Perben, A.N., C.A.C., 980113/3.

⁹ " Les Pyrénées - Atlantique avaient été, en 1958 un département particulièrement gaulliste. Lors du 13 mai, un Comité de salut public s'était créé à Pau, en écho à celui d'Alger, et grâce à l'influence des nombreux officiers parachutistes casernés dans toute la région. (...) C'était du gaullisme pu et dur, celui des militaires, des anciens de la Résistance et RPF. Mais, en 1962, la fin de la guerre d'Algérie et de certains régiments de parachutistes avait jeté le trouble dans la région et le gaullisme avait laissé la place de nouveau aux centristes et aux démocrates-chrétiens adversaires du Général. ", Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 28. [BA]

quelques mois plus tard) : “ Le rôle économique des dépenses du budget départemental dans les Pyrénées-Atlantiques ”, 15 décembre 1970, 25 p. + annexes.¹⁰

Service militaire :

du 1er janvier 1969 au 31 mars 1970.¹¹ Deux mois comme deuxième classe à Verdun, puis quatre mois à l'école d'officiers de Coëtquidan, enfin (à sa demande) sous-lieutenant dans le Sud de l'Allemagne au 3ème Régiment d'infanterie mécanisée.¹²

Carrière :

-1970 :

Elève à l'Ecole nationale d'administration (1er avril 1970-1972) promotion “ Charles de Gaulle ”¹³¹⁴.

-1972 :

1er juin 1972 : A sa sortie de l'E.N.A. Administrateur civil de 2ème classe au ministère de l'Intérieur (1er juin 1972).^{15 16}

12 juillet 1972 : Sous-préfet de 2ème classe, Directeur de cabinet du préfet du Maine-et-Loire (12 juillet 1972-1975)¹⁷, M. André Vimeneu puis M. André Beziau.¹⁸ A ce poste, il a fort à faire. Les deux richesses d'Angers sont les tuiles et les parapluies, deux industries qui s'effondrent à cause de la concurrence des tuiles espagnoles et des parapluies d'Extrême-Orient. A cela il faut ajouter une crise sans précédent dans l'horticulture. L'ancien député Edgard Pisani avait fait croire aux horticulteurs de la banlieue d'Angers qu'ils pouvaient vendre leurs terrains à des promoteurs immobiliers en leur promettant de les réinstaller dans la vallée de l'Authion réaménagée, ce qui n'aboutit jamais. Les horticulteurs étaient partis se réinstaller dans la région de Nantes laissant au chômage toute une population d'ouvriers agricoles. Angers s'appauvrisait au profit de Nantes ou de Tours.¹⁹

-1974 :

En 1974 : lors de l'élection présidentielle (décès de G. Pompidou), vote au premier tour pour Chaban-Delmas et au deuxième tour pour V. Giscard d'Estaing.²⁰

Juillet 1974 : Rencontre pour la première fois le Premier Ministre Jacques Chirac à l'occasion du Triomphe de l'Ecole de cavalerie de Saumur que celui-ci préside. D. Perben est alors chargé par Matignon d'organiser une rencontre secrète entre J. Chirac et les responsables des organisations agricoles manifestant leur mécontentement dans la région Ouest depuis plusieurs semaines.²¹

¹⁰ Archives de l'E.N.A., Rapports de stage Préfecture, A.N., C.A.C. 810076/36.

¹¹ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

¹² Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

¹³ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

¹⁴ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

¹⁵ Messages, n°300, janvier 1981, p. 26.

¹⁶ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

¹⁷ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

¹⁸ La correspondance de la presse, 12 novembre 1980, dans la revue de presse PVI Pour Votre Information, 12 novembre 1980, A.N., C.A.C., 840665/3 (F 90 bis 6344).

¹⁹ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

²⁰ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

²¹ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

-1975 :

Secrétaire général de la Préfecture (André Delmas) du Territoire de Belfort (25 avril 1975-1976)²². Le Territoire de Belfort est alors un vieux bastion gaulliste que l'UDR a perdu à la suite de scandales dans lesquels ses responsables locaux avaient été impliqués. Belfort est alors investi méthodiquement par J.-P. Chevènement et ses amis du CERES qui vont en faire un bastion socialiste en quelques mois, conquérant successivement le siège de député, le conseil général, la mairie.²³

-1976 :

25 août 1976 : Le Premier Ministre J. Chirac démissionne de son poste est remplacé par R. Barre. Plusieurs ministres demandent alors à D. Perben d'intégrer leur cabinet comme conseiller technique, ce qu'il refuse.²⁴

Octobre 1976 à septembre 1978²⁵ : Chargé de mission (Chargé à partir de mai 1977 par le Délégué à l'Aménagement du territoire comme correspondant à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.) de la Mission interministérielle de l'Eau et des Agences de bassin, en remplacement de Jacques Andrieu²⁶) à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale D.A.T.A.R. (2 décembre 1976²⁷, réellement actif qu'à partir du 30 décembre 1976 date de la première note qu'il signe en tant que chargé de mission²⁸) (Il existe depuis le 5 juillet 1972 un ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et du Logement et du Tourisme, puis à partir du 27 février 1974 un ministre d'État ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports : Olivier Guichard du 5 juillet 1972 au 27 mai 1974. Le délégué à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.) est François Essig de septembre 1975 à avril 1978) : à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.) il s'occupe particulièrement des contrats de ville moyenne : en Bretagne (Vannes, Fougères, Quimper, Redon, Morlaix : subvention de l'État de 26,5MF) en décembre 1976²⁹; à Honfleur³⁰, Blois Châteauroux Bourges³¹. S'occupe également d'organiser pour François Essig le dossier du projet des assises européennes du cadre de vie (contraintes financières, thèmes à aborder..) en janvier 1977³² et est à ce titre son représentant au groupe interministériel qui s'attache à cette question.³³ Conseille F. Essig sur l'amélioration du suivi des contrats avec les villes moyennes, la poursuite des contacts avec le ministère de la Culture, améliorer les contrats en cours, améliorer les actions en centre-ville.³⁴

²² Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

²³ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

²⁴ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

²⁵ La correspondance de la presse, 12 novembre 1980, dans la revue de presse PVI Pour Votre Information, 12 novembre 1980, A.N., C.A.C., 840665/3 (F 90 bis 6344).

²⁶ Note de D. Perben à diverses missions déléguées de bassins, 6 mai 1977, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

²⁷ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

²⁸ Note de D. Perben à Bertrand Cuny, 30 décembre 1976, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

²⁹ Note de D. Perben à Bertrand Cuny, 31 décembre 1976, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³⁰ Note de D. Perben à M. Le Gall, 30 décembre 1976, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³¹ Note de D. Perben sur les villes moyennes nationales situées en région centre, 14 janvier 1976, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³² Note de D. Perben à François Essig, 20 janvier 1977, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³³ Note de F. Essig au ministre de la Qualité de la vie, 24 janvier 1977, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³⁴ Note de D. Perben à F. Essig, 25 janvier 1977, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

Prêts de la Caisse des Dépôts et consignations octroyés aux villes moyennes ayant signé un contrat avec l'Etat.³⁵ Suit les nouveaux dossiers de présentation de diverses villes moyennes (Nevers, Agen, Bayonne).³⁶ Représentant titulaire de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.) au Comité National pour la Récupération et l'Élimination des Déchets (suppléant : Philippe de La doucette) (décret n°76-472 du 25 mai 1976).³⁷ Organise les journées de réflexion du Groupe Opérationnel des Villes Moyennes des 28 et 29 mars 1977.³⁸ Mis à contribution par Bruno Rémond en même temps que d'autres chargés de mission à la D.A.T.A.R. pour préparer le passage en Comité Interministériel à l'Aménagement du Territoire (C.I.A.T.) du Schéma d'Orientation et d'Aménagement de l'Alsace, Perben doit dans ce cadre préparer des fiches sur la charte de l'environnement (Trame verte régionale, Schéma des gravières - réforme du code minier).³⁹ Le 18 mars 1977 prend part à la réunion des directeurs d'OREAM organisée par en intervenant avec B. Latarjet sur " Ville moyennes et contrats de pays régionalisés ".⁴⁰ Signe avec B. Rémond un rapport issu d'un séminaire de la D.A.T.A.R. tenu à Cabourg les 22-23 janvier 1977 sur les " Propositions du rapport Guichard et aménagement du territoire " (Développement des responsabilités des collectivités locales), fait partie à ce titre du groupe de travail n°3 de la D.A.T.A.R. " La D.A.T.A.R. et le rapport Guichard ".⁴¹ C'est sur une note rédigée par D. Perben sur le problèmes financiers des villes moyennes que le Chargé de Mission Claude Charmeil à la D.A.T.A.R. s'appuie pour préparer une réunion du Délégué [à la DATAR, F. Essig] avec la DAFU de l'Équipement en vue de coordonner les actions menées en milieu urbain.⁴² Présent encore en février 1978 à la DATAR.⁴³

-1977 :

Administrateur civil de 1ère classe (1er janvier 1977).⁴⁴

-1978 :

30 novembre 1978 : nommé chef de cabinet du secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications, Norbert Segard (à compter du 4 décembre 1978, arrêté n°3815 du 28 novembre 1978, *J.O.* du 30 novembre 1978⁴⁵). " A la fin de 1978, le ministère de l'Intérieur lui téléphone pour lui dire que deux années à la DATAR c'est un maximum pour un sous-

³⁵ Note de D. Perben à F. Essig, s.d., A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³⁶ Note de D. Perben à F. Essig, 3 février 1977, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³⁷ Note à monsieur le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire, 2 mars 1977, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³⁸ Note de D. Perben à F. Essig, 16 mars 1977, A.N., C.A.C., 19870318/2, 86AJ bis 1228.

³⁹ Note de B. Rémond à F. Essig et à l'attention des chargés de mission, 28 mars 1977, Dossiers de B. Rémond, Correspondance active janvier-mai 1977, archives de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.), A.N., C.A.C., 89014/4 (86 AJ bis 1542).

⁴⁰ Note de B. Rémond à l'attention des chargés de mission, 14 mars 1977, Dossiers de B. Rémond, Correspondance active janvier-mai 1977, archives de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.), A.N., C.A.C., 89014/4 (86 AJ bis 1542).

⁴¹ Rapport de D. Perben et de B. Rémond, 21 février 1977, Dossiers de B. Rémond, Correspondance active janvier-mai 1977, archives de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.), A.N., C.A.C., 89014/4 (86 AJ bis 1542).

⁴² Archives de la DATAR, A.N., C.A.C., 890514/3, dossier de Claude Charmeil, correspondance active, janvier-juin 1978, note à l'attention du Délégué, 16 juin 1978.

⁴³ Archives de la DATAR, A.N., C.A.C., 890514/3, dossier de Claude Charmeil, correspondance active janvier-juin 1978, Compte rendu de la réunion urbaine du 9 janvier 1978 du 9 janvier 1978, 20 février 1978.

⁴⁴ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

⁴⁵ Bulletin Officiel des P.T.T., 1978, " Saumon ", cab, 1077 cab 50, p. 343.

préfet et que Segard, ministre des PTT, cherche justement un sous-préfet énarque pour être son chef de cabinet. Les PTT et Ségard ont bonne réputation. Les PTT, parce que c'est un ministère où l'on fait beaucoup de choses pour l'avenir, notamment dans le domaine des télécommunications (qui sont choyées par le budget de l'Etat), Segard parce que ce démocrate chrétien, président de l'université catholique de Lille ("un boulot réservé d'habitude à un évêque", disait-il lui-même), est une personnalité parfaitement respectable, un bourreau de travail et, indiscutablement, le futur "patron" du Nord où tout le monde affirme déjà qu'il pourrait rapidement éliminer à la fois la vieille SFIO et le jeune PS. Perben hésite, ce gouvernement désormais farouchement antigauilliste ne lui plaît pas, va voir Segard, lui précise bien qu'il ne s'occupera pas de politique politicienne et accepte. Pendant deux ans, Perben se passionnera pour les PTT et, Segard tombant gravement malade, Perben finira par fidélité envers ce "grand patron" - à s'occuper aussi "un peu" de politique."⁴⁶

-1979 :

Janvier 1979 : donne son accord à André Darrigrand pour la nouvelle procédure de mutation ou de nomination des chefs de services régionaux ou départementaux des Postes qui consiste à ce que la Direction Générale des Postes saisisse la Direction du Personnel et des Affaires Sociales (DIPAS) au moyen d'une fiche de proposition. La DIPAS établit le projet d'arrêté et adresse au cabinet du ministre un dossier complet.⁴⁷

-1980 :

21 janvier 1980 : Chargé de mission auprès du Secrétaire d'Etat aux P.T.T. et à la Télédiffusion (21 janvier 1980)⁴⁸, (arrêté n°146 du 21 janvier 1980, *J.O.* du 26 janvier 1980).⁴⁹ Chargé de mission auprès de Norbert Segard pour les problèmes concernant Télédiffusion de France.⁵⁰

Avril 1980 : Membre du conseil d'administration de l'Etablissement public Télédiffusion de France (TDF) en tant que "Chargé de mission au Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Postes, aux Télécommunications et à la Télédiffusion."⁵¹

9 juin 1980 : Administrateur civil hors classe (9 juin 1980).⁵²

10 novembre 1980 : Conseiller technique au cabinet du Secrétaire d'Etat aux P.T.T. et à la Télédiffusion, Pierre Ribes (10 novembre 1980)⁵³, (arrêté n°2959 du 10 novembre 1980 *J.O.* du 15 novembre 1980).⁵⁴ Chargé plus particulièrement des relations avec la presse et le Parlement et de la liaison entre le Parlement et les groupes "télématiques".⁵⁵

⁴⁶ Thierry Desjardins, *Les chiraquiens*, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

⁴⁷ Archives des P et T, archives F. Aron, A.N., C.A.C., 19850370/7.

⁴⁸ *Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999*, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

⁴⁹ *Bulletin Officiel des P.T.T.*, 1980, "Saumon", Cab, 1005 Cab 5, p. 33.

⁵⁰ *La correspondance de la presse*, 12 novembre 1980, dans la revue de presse *PVI Pour Votre Information*, 12 novembre 1980, A.N., C.A.C., 840665/3 (F 90 bis 6344).

⁵¹ Rapport de la Cour des comptes sur TDF, s.d. [1980], annexe I p. 1, A.N., C.A.C., 19840662/2.

⁵² *Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999*, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

⁵³ *Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999*, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423.

⁵⁴ *Bulletin Officiel des P.T.T.*, 1980, "Saumon", Cab, 1077 cab 33, p. 225.

⁵⁵ *La correspondance de la presse*, 12 novembre 1980, dans la revue de presse *PVI Pour Votre Information*, 12 novembre 1980, A.N., C.A.C., 840665/3 (F 90 bis 6344).

-1981 :

31 janvier 1981 : décès du ministre des PTT, N. Segard. D. Perben accepte de rester avec son successeur aux PTT, Pierre Ribes, jusqu'aux élections présidentielles.⁵⁶

Après le 10 mai 1981 : Au ministère de l'Intérieur, à la direction de la Sécurité civile, il s'occupe des incendies et des inondations. Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur était prêt à lui proposer des postes intéressants tout en connaissant parfaitement sa sensibilité.⁵⁷

-1982 :

1er juin 1982 : Détaché à Lyon comme Directeur des services de la Région Rhône-Alpes (1er juin 1982).⁵⁸

Septembre 1982 : s'installe à Chalon-sur-Saône, la ville dont il sera le futur maire.⁵⁹

-1983 :

Maire de Chalon-sur-Saône.⁶⁰

-1985 :

Mars 1985 : victorieux aux élections cantonales de Chalon-sur-Saône.⁶¹

-1986 :

Député de Saône-et-Loire (1er avril 1986).⁶²

-1988 :

Réélu député de Saône-et-Loire (12 juin 1988).⁶³

-1989 :

27 juin 1989 : Entendu par Hubert Prévot lors de l'audition publique préparatoire à la mise en forme du rapport remis au ministre des P.T.T. P. Quilès : D. Perben est entendu au titre de Député-maire de Chalon-sur-Saône, rapporteur du budget des Postes et Télécommunications pour le groupe R.P.R.⁶⁴ " nécessité de maintenir sur une partie des activités actuelles des PTT le principe du service public, c'est-à-dire justifié par un intérêt national. On peut rappeler qu'il y a un intérêt de maintenir défense à maintenir les communications en toute période, je crois que c'est important, qu'il y a ensuite nécessité de maintenir une certaine égalité des Français par rapport à un minimum de service. Cela me paraît personnellement impliquer, c'était un peu la seconde question en ce qui concerne les Télécommunications, qu'il y ait sur les services de base, probablement dans l'état actuel des choses, en tout cas et pour un certain

⁵⁶ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

⁵⁷ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 244. [BA]

⁵⁸ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423. [Bibliothèque du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Civile].

⁵⁹ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 255. [BA]

⁶⁰ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 258. [BA]

⁶¹ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 260. [BA]

⁶² Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423. [Bibliothèque du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Civile].

⁶³ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423. [Bibliothèque du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Civile].

⁶⁴ Le débat public. Rapport de synthèse remis par Hubert Prévôt à Paul Quilès, ministre des Postes et Télécommunications et de l'Espace, 31 juillet 1989, Paris, ministère des Poste et Télécommunications et de l'Espace, août 1989, p. 170. [BHPT : PB 00571].

temps, un maintien du monopole; et le troisième impératif qui justifie la notion de service public est à l'évidence des questions de recherche et de défense et de promotion de l'industrie française. Je crois que l'on ne peut pas, si on veut être concret, prétendre développer une industrie française sur le marché international sans un opérateur fort, lié d'une façon ou d'une autre à la puissance publique. Je crois que c'est le réalisme qui enseigne cette évidence. En ce qui concerne la Poste, je crois qu'il y a, sans doute pour des raisons qui tiennent essentiellement à l'égalité des Français devant un minimum de service, nécessité du maintien du monopole en gros tel qu'il est, c'est-à-dire relativement de portée limitée. Cela impliquera de la part de la Poste un effort d'adaptation pour suivre les besoins du marché et cela nous renvoie au problème de la structure dont on parlera tout à l'heure. En ce qui concerne les Télécommunications, je redis ce que j'ai indiqué tout à l'heure, à savoir qu'à mon sens au niveau de ce que l'on appelle communément les services de base, je crois que l'on peut utilement pour l'instant les maintenir sous monopole, tout en ouvrant à la concurrence un certain nombre de services qui apportent une valeur ajoutée supplémentaire et cela, donc, amène à se poser la question de la séparation des missions entre réglementation et exploitation. (...) Je suis assez réservé sur l'idée d'une autorité indépendante. Je crois qu'il y a de grands enjeux, (...) et je pense qu'une autorité ministérielle est beaucoup mieux placée pour mener ce type d'affaire, en particulier les négociations internationales. (...). Donc je crois beaucoup plus à la nécessité d'une autorité ministérielle qui aurait en charge la réglementation. Par contre au niveau de l'exploitation il me semble que, pour un certain nombre de raisons, il faut faire évoluer le système actuel. (...) il est assez clair que la concurrence, si elle ne se fait pas à travers une structure capable de l'affronter, se fera par défaut et au détriment de l'exploitant national. La deuxième raison tient à la construction européenne. (...) les autres pays ont tous fait évoluer leurs structures, y compris l'Allemagne (...). Un troisième élément : la gestion des ressources humaines. Celui qui connaît la fonction publique et ses règles sait bien (...) qu'on se complique la vie en s'imposant les règles de la fonction publique alors qu'on sait bien que dans des structures nationales mais plus souples, type établissement public ou société nationale, on peut répondre beaucoup mieux aux difficultés de gestion des ressources humaines. (...). Pour les raisons que je viens d'indiquer je crois sincèrement que la solution d'un budget annexe renforcé est un leurre. (...) Je crois qu'il faut courageusement s'orienter vers une transformation plus nette des structures d'exploitation avec toutefois un élément de prudence qui tient à ce qu'est aujourd'hui le ministère. (...) »⁶⁵

-1993 :

14 avril 1993 : Ministre des Départements et Territoires d'Outre Mer (D.T.O.M.) (14 avril 1993).⁶⁶

-1995 :

7 novembre 1995 : Ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (7 novembre 1995)⁶⁷.

⁶⁵ Compte-rendu de l'audition publique de Dominique Perben par Hubert Prévot, 27 juin 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/8.

⁶⁶ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423. [Bibliothèque du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Civile].

⁶⁷ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423. [Bibliothèque du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Civile].

-1996 :

Détaché, député de Saône-et-Loire (12 novembre 1996).⁶⁸ *Chef de cabinet de Norbert Segard (secrétaire d'Etat aux Poste et Télécommunications) (4 décembre 1978⁶⁹)*. Administrateur de Télédiffusion de France (1980). *Conseiller technique de Pierre Ribes, secrétaire d'Etat aux P.T.T. (1980)*. Administrateur à la direction de la Sécurité civile au ministère de l'Intérieur (1981). Directeur des services (1982-1983), Chargé de mission auprès du président du conseil régional de Rhône-Alpes (1983-1986). Maire de Chalon-sur-Saône (depuis 1983). Vice-président du conseil général de Saône-et-Loire (1985-1988).⁷⁰

Activités, politiques, associatives, syndicales :

Milite à Sciences Po Paris avec Michel Noir parmi les étudiants gaullistes. Participe activement à la campagne de David Rousset (qui échoue) aux élections législatives à Villeurbanne (campagne d'affichage, service d'ordre).⁷¹

-1983 : Se présente et gagne les élections municipales de 1983 à Chalon-sur-Saône, ville socialiste depuis 1914, fief de Pierre Joxe.⁷²

-1984 : Secrétaire national du parti du Rassemblement pour la République (R.P.R.), chargé des élus locaux (1984-1986), des élections (1986-1988), et de la communication (1988-1989).

-1986 : Secrétaire national du parti du Rassemblement pour la République (R.P.R.), chargé des élus locaux et des élections (1986-1988).

-1988 : Secrétaire national du parti du Rassemblement pour la République (R.P.R.), chargé des élus locaux, des élections et de la communication (1988-1989).

Elu député R.P.R. de la Saône-et-Loire le 16 mars 1986, réélu le 12 juin 1988 et le 21 mars 1993, cède son siège à Jean-Paul Emorine, Secrétaire général adjoint du R.P.R. (1990-1993). Ministre des Départements et Territoires d'Outre mer (1993-1995). Elu député de Saône-et-Loire le 18 juin 1995, inscrit au groupe R.P.R., cède son siège à André Gentien, Ministre de la Fonction publique, de la Réforme de l'Etat et de la décentralisation (1995-1997). Elu le 1er juin 1997 député de Saône-et-Loire, inscrit au groupe R.P.R. Membre du jury d'une soutenance de rapport de groupe de l'E.N.S.P.T.T. en juin 1978 (promotion 1975-1978) : "L'adaptation du service de la distribution postale au développement des villes nouvelles compte tenu des contraintes inhérentes à l'exploitation actuelle et future et aux données de l'urbanisme" en tant que sous-préfet chargé de mission à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.)⁷³.

-1990 :

Février 1990 : Nommé en compagnie de 6 autres personnalités (Mmes. Michèle Alliot-Marie et R. Bachelot ; MM. Lauga, Ollier, Pandraud, Sarkozy), secrétaire général adjoint du RPR.⁷⁴

⁶⁸ Annuaire du ministère de l'Intérieur 1998-1999, Paris, Imprimerie Nationale 1999, p. 423. [Bibliothèque du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Civile].

⁶⁹ Messages, n°289, février 1980, p. 32. [CHP]

⁷⁰ Who's who 1997-1998, Paris, Editions Jacques Lafitte, 1998, p. 1348. [BNF]

⁷¹ Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 246. [BA]

⁷² Thierry Desjardins, Les chiraquiens, Paris, La Table ronde, 1986, p. 256-257. [BA]

⁷³ A.N. C.A.C., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497/25, E.N.S.P.T.T. promotion 1975-1978.

⁷⁴ Le Monde, 20 février 1990, p. 9. [CEDROM-SNI inc. 2000. BNF]

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

Rapport de stage ENA Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, “ Le rôle économique des dépenses du budget départemental dans les Pyrénées-Atlantiques ”, décembre 1970 (I -Action globale ou absence de choix? 1 -Volonté du Conseil Général de donner une orientation nouvelle aux dépenses départementales. 2- Une rentabilité économique réduite par l'inadaptation de certaines méthodes. II -Pour une plus grande efficacité de l'action économique du département. 1 -Des contraintes financières incitant à un effort de rentabilité. 2 A la recherche d'une plus grande rationalité des choix budgétaires. 3 -Nécessité d'une plus grande cohérence entre objectifs nationaux et départementaux.).⁷⁵

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier du Mérite Agricole.⁷⁶

⁷⁵ Archives de l'E.N.A., Rapports de stage Préfecture, A.N., C.A.C. 810076/36.

⁷⁶ Who's who 1998-1999, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1998, p. 1354.